

ARRETE DU MAIRE
PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

N°ST 2023_361

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande en date du 03 octobre 2023 par laquelle l'entreprise SERCQ, 313 avenue Marcel Mérieux, 69530 BRIGNAIS, représentée par Monsieur Emmanuel BARBIER, sollicite l'autorisation d'installer deux (2) échafaudages, l'un au droit des N°18 et 20 Grande Rue et l'autre au droit des N°12 et 14 Place Général de Gaulle, ainsi qu'une benne à compter du 16 octobre 2023, dans le cadre de travaux pour le magasin KRYSS,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

VU le Règlement de voirie communale,

VU la délibération 2019_070 du 9 juillet 2019,

VU l'état des lieux,

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation des travaux, assurer la sécurité des employés qui en sont chargés et des usagers de la voie, il y a lieu d'arrêter les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1 - Autorisation : Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande :

- installation de deux (2) échafaudages (délimités par des barrières Heras), l'un au droit des N°18 et 20 Grande Rue et l'autre au droit des N°12 et 14 Place Général de Gaulle, du 16 au 31 octobre 2023.
- installation d'une benne dans l'emprise des barrières Heras.

Article 2 - Restriction de stationnement : Le stationnement sera temporairement réglementé Place Général de Gaulle, dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable du 16 au 31 octobre 2023 :

- La circulation des piétons se fera sur le trottoir opposé.
- L'accès aux propriétés riveraines et aux services de secours sera maintenu.
- L'arrêt et le stationnement de tous véhicules autres que les engins de chantier seront interdits dans l'emprise du chantier.

Article 3 - Redevance : La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions fixées annuellement par délibération du Conseil municipal (3,30 €/m²/semaine sur trottoir, et 6,61 €/m²/semaine sur chaussée). Toute semaine entamée est due.

Article 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité. Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour la période du 16 au 31 octobre 2023.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 5 - Formalités d'urbanisme : Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Article 6 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint-Marcellin. Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté

Article 7 - Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 04 octobre 2023,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,

La Cheffe de Espaces Publics,
Gwenaëlle LAMY

